

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

Séguy :

« LES  
NATIONALISATIONS  
SONT  
RENTABLES »

Mercredi soir, à Antenne II, on a pu voir un débat entre Séguy, Maire et Ferry, vice-président du CNPF. Ferry a expliqué que les nationalisations auraient pour conséquence de ruiner l'économie française. Quant à Séguy, il les a défendues ardemment en insistant surtout sur leur plus grande rentabilité.

« La preuve : comparez la situation de la « Régie Renault » qui verse chaque année en moyenne 4,5 milliards de francs à l'État tandis que Peugeot-Citroën en reçoit comme la sidérurgie. »

Mais où est la différence pour les travailleurs ?

Ce n'est pas la préoccupation de Séguy qui préfère s'inquiéter des ressources de l'État capitaliste.

## Sommet de la gauche

# MARCHANDAGES DE CHARLATANS



Marchais et Fabre font triste mine ...

Décidément les marchandages pour le pouvoir ne sont pas de tout repos .

Le fameux sommet de la gauche, sans doute le premier d'une nouvelle série, s'est terminé par un coup d'éclat digne du suspense entretenu par ses protagonistes.

Fabre, président des Radicaux de gauche, est sorti de la salle de réunion en déclarant qu'il refusait « l'extension des nationalisations alors que le mouve-

## • ONU Les pays pauvres réaffirment leur position

Mardi soir s'est ouverte la session de l'Assemblée générale des Nations-unies, consacrée à l'évaluation des résultats de la conférence Nord-Sud qui a eu lieu à Paris, au début du mois de juin de cette année. Cette réunion a montré une nouvelle fois, la contradiction qui existe entre les pays industrialisés du premier et du second monde d'une part, et le tiers monde d'autre part.

Le mécontentement des pays en voie de développement fut exprimé sous forme de projet de résolution par le Pakistan qui préside à l'ONU le groupe dit des 77. Il demande aux pays développés de « réviser d'urgence » leurs positions (sur les questions que la conférence de Paris n'a pu traiter et encore moins résoudre), dans le but de « hâter l'instauration du nouvel ordre économique international ». En effet, la conférence Nord-Sud « n'est pas parvenue à des accords susceptibles de favoriser cette instauration ». Le projet de résolution signale que la conférence n'a obtenu que des résultats « bien en-deça de l'objectif convenu ». A travers ces résultats, on peut observer qu'on est loin de résoudre les problèmes les plus urgents qui se posent aux pays en voie de développement. Loin aussi d'une « restructuration du système économique international ».

Enfin, ce texte affirme que les Nations-unies sont le seul cadre approprié pour toutes les négociations relatives au nouvel ordre économique international.

Les pays industrialisés ont répliqué en disant que cette conférence était très importante et qu'elle avait représenté une « étape importante ». Le président de la conférence pour les pays industrialisés a demandé aux pays du tiers monde de faire preuve de patience et de compréhension. A la suite de cela, le président de l'Assemblée nationale, M. Shirley Amerasinghe (Sri-Lanka) a reproché aux pays industrialisés d'adresser aux pays en voie de développement des « exhortations paternalistes à la patience » en prétendant que « le temps guérirait tout, y compris le cancer fatal dont souffrent les économies des pays sous-développés, non-producteurs de pétrole ».

(Suite page 2)

Editorial

## Les accords franco-polonais et l'URSS

Le ton officiel était donné aux entretiens franco-polonais dès la descente du chef du Parti ouvrier unifié polonais : Gierk comme Giscard parlaient de la détente. Gierk de son côté, n'oubliait pas de saluer l'URSS qui, selon lui, contribue à développer la Pologne et à faire régner la paix dans le monde.

Les entretiens politiques ont porté eux aussi sur la détente, mensonge fabriqué par les deux superpuissances, les USA et surtout l'URSS, pour mieux cacher leur course aux armements et leurs préparatifs de guerre (missiles, bombe à neutrons, etc.).

Les deux chefs d'État ont loué l'URSS en la faisant passer pour une force de paix.

Le voyage de Gierk en France est-il pour autant négatif ? Non.

Car d'autre part, les deux pays ont développé leurs relations économiques dans le cadre de rapports bilatéraux. Qu'est-ce que cela veut dire ?

En 1976, les contrats de vente d'équipement français à la Pologne atteignaient 2,1 milliards de francs et seulement 350 millions en 1977.

Cela est dû à la crise intérieure que connaît la Pologne comme tout pays à gouvernement bourgeois, de droite comme de gauche. Mais cela est dû aussi à la mainmise de l'URSS qui étouffe l'économie polonaise. Conséquence : la Pologne

a diminué ses relations économiques avec la France. Cela ne convenait à aucun des deux gouvernements.

Aux termes des accords signés à Paris cette semaine, la Pologne fournira 8 millions de tonnes de charbon supplémentaires à la France qui fournira, elle, 6 millions de tonnes de quintaux de céréales à la Pologne.

Ce que ces accords économiques ont de positif, c'est que pour les deux gouvernements, il s'agit de s'opposer dans les faits à l'URSS. L'économie polonaise est largement dominée par Moscou, qui toujours plus avide, voudrait dominer complètement et exclusivement la Pologne. En passant des accords avec la France, Gierk brise un peu ce carcan russe. Quant au gouvernement français, il voit là un moyen de développer sa propre économie capitaliste. Ce faisant, il marche sur les plates-bandes de l'URSS.

Bien sûr, ni le peuple français, ni le peuple polonais ne profiteront de ces accords ; les salaires des ouvriers des deux pays n'en augmenteront pas pour autant ! Mais dans la situation internationale actuelle, tout coup porté à l'une des deux superpuissances, ici concrètement à la plus dangereuse, l'URSS, est une bonne chose.

ment des Radicaux de gauche avait le mandat d'en rester au nombre des nationalisations qui figurent dans le Programme commun.

Il a affirmé qu'il ne « faisait pas une rupture », mais qu'il fallait que le PC « revienne à de meilleurs sentiments et à de meilleures idées ».

« Nous n'avons formulé aucune revendication nouvelle », a déclaré Marchais.

Il a ajouté qu'il espérait que les socialistes et les Radicaux de gauche se rendraient jeudi matin à 10 h au siège du PCF pour continuer les négociations, ce que Fabre a d'ailleurs refusé à l'avance.

Ce dialogue de sourds et cette nouvelle péripétie montre combien la lutte pour le pouvoir est aigüe au sein de la gauche.

Ce n'est pas un hasard si les négociations ont buté sur la question des nationalisations, question-clé pour le pouvoir. C'est sur elles que comptent les dirigeants du PC pour se mettre en position de force. Les dirigeants du PS qui semblent avoir laissé Fabre parler à leur place ne sauraient le tolérer.

LE BIMENSUEL N° 14 EST PARU

AU SOMMAIRE : Le président Mao Tsé-toung vivra à jamais - Un an de plan Barre - La rentrée scolaire - Tito à Pékin - Une campagne antiallemande - « Nous étions en Chine lors du XI<sup>e</sup> Congrès » - A la FPA de Bayonne, on a osé, on a vaincu - Les mesures contre les chômeurs - Les revirements du PCF - Sécurité sociale - Le Marais : les habitants tiennent bon - Le congrès des psychiatres : l'URSS accusée - Rencontre avec 2 championnes de France d'aviron - Hommage à Mao Tsé-toung.



## CINEMA

## « SS-Represailles »

## Kappler, un SS à visage humain

Un film de plus sur la deuxième guerre mondiale. Ce dernier bénéficie de la publicité faite autour de l'évasion du colonel SS Kappler. Il montre l'attaque d'une patrouille de SS par des résistants italiens et le massacre des otages qui s'en est suivi.

A la fin du film, on peut lire que ce film est dédié aux otages innocents massacrés par les nazis.

Cependant, ce film semble mal analyser le problème du fascisme et des guerres impérialistes. En effet, il nous montre les hésitations d'un colonel SS énergique, mais lucide qui a compris que la guerre sera gagnée par les peuples et que le fascisme sera tôt ou tard écrasé.

Kappler, puisque c'est de lui qu'il s'agit, s'oppose à des représailles sanglantes. Il doit tenir tête à un général veule et peureux, qui est toujours accroché au téléphone de Hitler et qui sera impitoyable. De plus, Kappler est un humaniste, un amateur d'art qui veut sauver Rome (entendez par là qu'il pille toutes les œuvres d'art de la ville). Il est odieux mais ce qu'il fait, il l'exécute au nom d'un idéal élevé, sauver le patrimoine artistique de Rome.

D'ailleurs, il s'entend bien avec un prêtre romain, spécialiste de l'art, qui manifeste des sympathies pour la résistance. La caméra s'attarde sur les rapports entre ces deux personnages qui philosophent longuement sur leurs motivations profondes.

Les résistants italiens, eux, sont présentés comme des jeunes un peu fanatiques. Les autres Italiens que nous verrons au cours du film sont le chef de la police italienne qui collabore étroitement avec les Allemands, et les otages.

Le massacre des otages est présenté sans complaisance. Cependant, placer cet odieux massacre sous l'angle psychologique ne permet pas d'en expliquer les raisons profondes. Non, le problème du massacre des trois cent trente otages n'est pas de savoir si Kappler était responsable ou non. C'est le problème du système fasciste et des guerres impérialistes. Construire ainsi le portrait psychologique d'un criminel nazi, et le présenter comme un être très sensible, fait passer la raison d'État avant tout, et revient à masquer les causes du fascisme et de l'impérialisme. C'est dangereux.

D'autre part, ce film et tous ceux qui sont basés sur la deuxième guerre mondiale ne doivent pas nous faire oublier d'où vient, actuellement, le véritable danger de guerre et de fascisme : ils viennent non plus de l'Allemagne mais de l'URSS qui s'est transformée de pays socialiste en un État fasciste du type hitlérien et qui s'arme frénétiquement.

## A LA TELEVISION

Vendredi 21H 30-A2

## « Faut-il apprendre à écrire ? »

Au moment de la rentrée, les patrons et le pouvoir essayent d'avancer la vieille idée que chacun a ses chances de réussir à l'école. Ce n'est pas un hasard si Pivot a centré son émission « Apostrophes » sur l'orthographe.

Il a réuni autour de lui de grands noms du manuel scolaire (du best-seller scolaire). Pensez un peu ! Bled. Le cauchemar de tous les gosses du cours élémentaires, ainsi que les auteurs de livres « Apprendre l'orthographe ».

Chervel, auteur d'une histoire de la grammaire va s'évertuer à expliquer que l'orthographe est basée sur l'usage. Ceci alors que l'orthographe que nous utilisons et la grammaire qui la sous-tendent est basée sur la langue parlée à la cour du roi Louis XIV au XVIII<sup>e</sup> siècle et sur la codification qu'en a fait Vaugelas.

Rien de commun avec l'usage que font les travailleurs de la langue française pour communiquer. Cette orthographe, basée sur l'étymologie latine favorise, naturellement, ceux dont les parents ont fait des études. On peut dire que c'est un des moyens dont dispose la bourgeoisie pour éliminer les enfants de travailleurs. Or, une autre orthographe plus simple, serait possible. Le seul critère en serait la communication et la compréhension mutuelle ! C'est ce qu'on réalise les Chinois en simplifiant la langue des lettrés et des mandarins pour la rendre accessible au plus grand nombre.



## • Grande-Bretagne

## LES TRAVAILLEURS REFUSENT LE CONTRAT SOCIAL

L'Angleterre a été particulièrement atteinte par la crise qui a frappé toute l'Europe occidentale.

Comme dans tous les pays capitalistes, le gouvernement essaie de faire payer la crise aux travailleurs avec l'aide des Trade-Unions (syndicats).

Le gouvernement travailliste veut imposer aux travailleurs de Grande-Bretagne un contrat social contre les travailleurs. Ce dernier consiste essentiellement à faire admettre le blocage des salaires pendant un an alors que l'inflation, elle, se poursuit et que les travailleurs ont déjà dû faire face à une sérieuse baisse de leur pouvoir d'achat.

Les Trade-Unions (puissante confédération syndicale) ont pris en main la difficile tâche de le faire admettre aux syndiqués lors de la conférence annuelle. Ainsi, les Trade-Unions se sont présentés comme les ardents défenseurs de la décision gouvernementale, c'est-à-dire de la décision de la bourgeoisie monopoliste.

Mais les travailleurs ne sont pas prêts à accepter une telle trahison. Ils l'ont montré déjà lors du Congrès où 1 500 délégués ont attaqué verbalement le président du TUC, le traitant de « jaune » et de « traître ». La Ligue Communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne écrit à ce propos :

« Malgré toute la propagande social-démocrate à travers la presse et la télé-

vision, les travailleurs renforcent leurs luttes. L'expérience des dernières années a mis en évidence les mensonges du Labour Party,

grève pour que soient payés les jours fériés et pour réclamer des arriérés. Cette grève touche essentiellement trois grandes boulangeries indus-



La classe ouvrière en lutte pour ses droits

aussi bien du gouvernement que des dirigeants des Trade-Unions. Les promesses répétées de terre-promise se sont vidées de leur contenu.

trielles qui fabriquent à elles seules 60 % du pain consommé en Grande-Bretagne.

Les grévistes sont décidés à poursuivre indéfiniment leur grève même s'ils ne sont pas indemnisés par les caisses de grèves.

Mercredi, ce sont les travailleurs d'une ligne de métro londonienne qui se mettaient en grève contre la diminution des temps de pause du fait de l'augmentation du trafic.

Lundi, ce sont les deux usines « Rolls-Royce » qui se sont trouvées paralysées par la grève soudaine des carrossiers dont les revendications salariales avaient été repoussées par la direction. En effet, les travailleurs réclamaient une augmentation de salaire de 17 %. Les grévistes ont décidé de poursuivre leur grève jusqu'à ce que la direction fasse de réelles propositions.

Il ne s'agit là que des grèves les plus remarquées mais en réalité, il en existe un peu partout dans le pays. Elles démontrent le refus des travailleurs de supporter les frais de la crise capitaliste et, malgré la trahison des syndicats, le contrat social ne sera pas appliqué comme le voudrait la bourgeoisie monopoliste.

### FONDATION DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

La Fédération communiste (ml) et l'Association d'unité communiste (ml) ont décidé récemment de fonder la Ligue communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne dont le Comité central sera composé des principaux membres des deux anciennes organisations.

Un communiqué publié à l'issue de la réunion indique que la Ligue est maintenant une organisation appliquant totalement le centralisme démocratique et qu'elle tient à accomplir la tâche centrale qui s'impose aujourd'hui en Grande-Bretagne : reconstruire le Parti communiste révolutionnaire de la classe ouvrière.

## • Vietnam-Laos

Le ministre laotien de la Défense est en visite officielle à Hanoi. Il a tenu à remercier le Vietnam pour l'envoi d'experts militaires vietnamiens et d'unités de volontaires de l'armée qui se trouvent actuellement au Laos.

Cette solidarité fut très importante par le passé où des milliers de soldats vietnamiens combattaient aux côtés du Pathet-Lao.

Le ministre a indiqué : « Nos deux armées sont en train de renforcer leur solidarité, leur alliance militante et leur coopération générale dans tous les domaines pour défendre notre indépendance et notre souveraineté mutuelle »

et les avant-postes du socialisme en Asie du Sud-est ».

Le ministre laotien a également remercié l'armée cambodgienne pour le soutien apporté au Laos.

De son côté, le général Giap, ministre vietnamien de la Défense, a déclaré que le Vietnam ferait tout pour consolider l'amitié des deux pays. Les traités bilatéraux signés en juillet dernier ont constitué une nouvelle étape et une victoire de l'amitié et de la solidarité militante entre les deux pays.

Tout cela balaye d'un coup toutes les calomnies qui traînent contre les pays de l'Asie du Sud-est.

## • Timor Est

Alarico Fernandes, ministre de l'Information et de la Sécurité nationale de Timor-est, vient d'annoncer le bilan glorieux des luttes de forces armées patriotiques dirigées par le Fretilin, pour les six premiers mois de l'année.

Un grand nombre d'agresseurs indonésiens ont été éliminés durant cette période qui a vu se rétrécir comme un peu de chagrin les bases qu'ils contrôlaient encore à Timor-est.

Durant les mois d'août, les combats ont été particulièrement violents dans la région de Suai sur la côte sud-ouest. En quatre jours, plus de 40 soldats indonésiens ont été tués, beaucoup d'autres blessés. Le 24 août, de nouveaux combats se sont déroulés dans la région de Baucau. L'attaque des troupes indonésiennes sur Liolobu libérée a été repoussée victorieusement et les agresseurs se sont retirés en laissant 16 nouveaux morts sur le terrain.

de mois en mois.»

La meilleure preuve de ces affirmations est le déferlement de grèves importantes en Grande-Bretagne ces derniers temps.

### LES TRAVAILLEURS ATTAQUENT LE CONTRAT SOCIAL PAR LA GREVE

Samedi 57 000 ouvriers boulangers se sont mis en

## • ONU

## LES PAYS PAUVRES REAFFIRMENT LEUR POSITION

suite de la page 1

Le représentant de la République populaire de Chine est intervenu pour recommander aux pays du tiers monde de poursuivre activement leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie des superpuissances, de sauvegarder et de développer leurs propres ressources, de persister dans la bataille du pétrole et d'organiser au maximum des associations de producteurs sur le modèle de l'OPEP.

Ces mesures sont nécessaires « pour échapper à l'exploitation, aux monopoles et au contrôle des superpuissances ». Par ail-

leurs, « la proposition américaine, faite à Paris, tendant à séparer la question de l'énergie de celle des autres matières premières est scandaleuse ». Cette proposition a pour but de « permettre à cette superpuissance de continuer à manipuler les prix du pétrole ».



## Dimanche 18 septembre au centre culturel de Brétigny FETE POPULAIRE DE L'ESSONNE

COMMENT Y ALLER ?

### PAR LE TRAIN

Gare d'Austerlitz : descendre à Brétigny/Orge

### PAR LA ROUTE

Autoroute A6 : Porte d'Orléans ou Porte d'Italie, prendre la direction Orléans ; dépasser Longjumeau et prendre la RN 20 direction Orléans.

A Monthery, prendre la direction de St Michel/Orge A 3 kilomètres de Monthery, prendre la direction de Brétigny.

### AUTOROUTE A6

direction Lyon, sortir à Savigny/Orge ; prendre la direction de St Geneviève et la direction de Brétigny.

## • Grenoble

### Non à l'expulsion de Ben Dhiaf

Ben Dhiaf est ce travailleur immigré qui a été victime de traitements racistes de la part d'employés de l'ANPE d'Eschirolles où il se rendait pour chercher du travail.

Il faut dire que certains de ces employés seraient membres du SAC. Une première fois il a été conduit en prison par la police à la demande du directeur de l'agence.

Un certain nombre de chômeurs qui avaient assisté à la scène ont alors manifesté avec d'autres travailleurs de la ville pour exiger sa libération. Une deuxième fois agressé par la femme du directeur, c'est lui, la victime, qui s'est retrouvé de nouveau en prison.

Un comité de soutien s'est constitué pour le défendre et près d'une centaine de personnes ont manifesté au moment de son procès où il a été condamné à 4 mois avec sursis et à une amende.

Par contre, à la veille

de ce procès, la section de l'Isère du syndicat CGT de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires adressait une lettre au préfet pour demander de «mettre en œuvre les dispositions indispensables à la sécurité du personnel» tout en se défendant par avance bien entendu de faire preuve de racisme.

Il s'agissait selon ses dires d'une «cas particulier», comprenez-vous !

Toujours est-il que le 28 juillet, le ministre de l'Intérieur fort des demandes des racistes de tout bord, décidait de l'expulsion de Ben Dhiaf. La police a fini par réussir à l'arrêter mercredi à 19 h et les flics ont chargé brutalement une cinquantaine de personnes qui s'étaient immédiatement rassemblées devant le commissariat, blessant un jeune à la tête. Le Comité de soutien appellera probablement à une manifestation ces prochains jours pour s'opposer à l'expulsion.

## Rentrée scolaire

# DU COTE DES ENSEIGNANTS

La réforme Haby a pour but d'adapter l'école aux besoins des patrons, c'est-à-dire en cette période de crise capitaliste persistante, aux bas-salaires, au chômage. Les élèves dont la majorité sont de futurs ouvriers ou petits employés sont donc principalement visés ; mais les enseignants le sont également.

Pour les obliger à appliquer sa réforme, Haby s'est déjà livré à de multiples pressions. A la veille des vacances, on s'en souvient, il les a accusés de «politiser» leurs cours, de vouloir soumettre les élèves à «l'endoctrinement idéologique», allant jusqu'à conseiller aux parents de ne pas inscrire leurs enfants dans les éta-

blissements où seraient pratiqués «des contraintes idéologiques ou morales inadmissibles».

Ce qu'il attend des maîtres, il l'a clairement dit, c'est : «l'esprit de neutralité qui est celui de l'école publique», et bien entendu, c'est d'après lui celui qui préside à sa réforme.

### UNE POLITIQUE DÉLIBÉRÉE

Pour se donner les moyens de faire pression plus facilement sur les enseignants, l'Éducation nationale a développé depuis des années l'auxiliaire.

Perpétuellement menacés de chômage, les auxiliaires devraient à l'en croire, s'estimer heureux quand on leur accorde des postes à mi-temps ou à tiers-temps, lorsqu'ils ne sont pas tout simplement utilisés comme bouche-trous et ballottés de poste en poste.

Cette politique a d'ailleurs été développée avec le silence complice de la plupart des directions syndicales, moyennant quelques miettes, notamment la possibilité pour elles d'attribuer les postes disponibles.

les enseignants comme à ceux des élèves dont les études ne sont pas facilitées par de trop nombreux changements de professeurs en cours d'années et des classes surchargées.

Ces actions ont bénéficié de la sympathie et du soutien de la majorité des enseignants. Les directions syndicales quant à elles se sont bornées à promettre qu'elles s'opposeraient à l'application de la réforme Haby à la rentrée.

### ET LA RENTRÉE VINT

Le 5 septembre, Haby lâchait quelques miettes en annonçant que la totalité des auxiliaires en fonction l'an dernier serait réemployée... à boucher des trous, bien sûr.

Les maîtres-auxiliaires ne l'entendent pas de cette oreille et s'apprêtent à le faire savoir avec le soutien des autres enseignants.

Par contre, les directions de la FEN, de la CFTD et de la CGT se sont empressées de saisir cette main tendue pour déclarer que le «pire avait été évité» et mettre une sourdine à leur opposition.

N'est-ce pas compréhensible ? En période préélectorale, le premier souci des partis de «gauche» qui influencent ces directions syndicales est de ne pas effrayer les électeurs modérés. La masse des enseignants des élèves et de leurs parents qui n'ont rien à attendre des élections apprécieront.

## Polémique PC-PS

### « Révoltés »

Nous reproduisons ici une correspondance parue dans le journal «Le Monde» du 14 septembre. Si nous laissons à ce lecteur ses appréciations sur le journal «Le Monde», cette lettre a néanmoins l'énorme avantage de venir prouver la méfiance croissante de la classe ouvrière vis à vis des dirigeants de l'Union de la gauche.

«Je suis ouvrier à PCU Man Jarrie, en Isère. Je conduis un tracteur pousse wagon et mon salaire net après quatre ans au service de Péchiney n'excède pas 2 300 F par mois. Je suis militant du PS et, bien sûr syndicaliste. J'ai quarante ans, je respire du chlore à longueur de journée et j'assume depuis les dernières élections municipales la responsabilité d'élu au sein de l'Union de la gauche. Je n'ai pas d'enfants et ma femme est institutrice. Tout ceci pour dire que je ne fais partie des «malheureux», et que j'ai encore un peu de temps pour lire «Le Monde».

«J'ai suivi, comme tant d'autres militants de la gauche, la polémique PC-PS sur la réactualisation du Programme commun. Mis à part l'article de Richard sur «le PS et la classe ouvrière» malheureusement peu d'ouvriers pour des raisons multiples ont pu

dire ce qu'ils pensaient de cette controverse et c'est bien dommage. Je peux affirmer que dans cette affaire, la «Base» n'a eu rien à dire et pourtant je connais assez de camarades communistes, socialistes, d'Union de la gauche pour déclarer qu'ils sont révoltés (le mot n'est pas trop fort) par les discours, les déclarations péremptives des gros calibres aussi bien du PS que du PC.

«Vous avez eu parfaitement raison de nous tenir au courant de ces déclarations. Et je suppose que si beaucoup de manuels lisaient «Le Monde» nous saurions à quoi nous en tenir de cette disputesqu'entre nous nous trouvons... (je cherche l'adjectif le plus proche), Bourgeois, au sens le plus réactionnaire du mot.

«Aussi pour en finir avec ces propos, je suis certain que nous sommes un très grand nombre à penser la même chose».

### LES PROMESSES ET LES ACTES

Les maîtres-auxiliaires ont mené l'année dernière de nombreuses luttes pour protester contre le sort qui leur est fait.

Le 25 mai, 2 500 d'entre eux représentant des milliers et des milliers d'enseignants ont manifesté devant le ministère de l'Éducation nationale et affronté la répression policière pour exiger la garantie de l'emploi. Voilà qui correspond dans les faits aux intérêts de tous

## Pour un paquet de viande et des chaussures Grièvement blessé dans un supermarché

Christian Fouquet, âgé de 23 ans a été grièvement blessé dans un supermarché de Nanterre, dans la banlieue de Paris. Il avait été surpris en train de faire passer en fraude sans les payer, un paquet de viande et une paire de chaussures.

Amené dans le bureau du directeur, il en est ressorti sur un brancard avec une balle dans la colonne vertébrale.

A partir de là, le directeur et la police ont voulu étouffer l'affaire. On sait seulement que des convoyeurs de fonds armés se trouvaient sans doute

dans le bureau où il a été amené. Que s'est-il passé ? Mystère !

Avec l'aggravation de la crise, son cortège de misère et de chômage les larcins dans les grands magasins deviennent de plus en plus fréquents. Les directeurs ont développé pour y faire face, une véritable police parallèle qui a déjà fait preuve à plusieurs reprises de son caractère plus qu'expéditif : fouilles, tabassages, etc. Cette affaire pourrait constituer un pas de plus et très inquiétant dans cette escalade de la répression !

## Fête des résidents des foyers Sonacotra

de Chelles, Torcy et Noisiel en grève des loyers,  
membres du Comité de coordination

**SAMEDI 17 SEPTEMBRE**

au foyer de Noisiel



Pour aller au foyer

Gare de Chelles - Bus 133 N - Arrêt : Noisiel (Les 4 Pavés)

Par la route parcourez l'itinéraire à partir de Chelles-Gouray-Champs-Noisiel

ADRESSE DU COMITE DE COORDINATION : 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris

## Revers pour l'Europe spatiale

On nous en avait beaucoup parlé de ce satellite de communications européen, transporté par une fusée... américaine ! Il a bien été lancé, mais la fusée était défectueuse, l'ensemble a explosé !

Pendant ce temps, se poursuit la préparation du lancement de Spacelab, vaisseau spatial européen, conduit, lui aussi par des... Américains. Il y aura bien des Européens sur ce vaisseau, on travaille dur à la sélection de ces astronautes. L'expérience d'aujourd'hui risque de les faire hésiter !

En aérospatiale et en aviation, la compétition entre les pays européens et les USA était déjà houleuse. Les résultats de la coopération autour de ce qui a failli être un satellite n'est pas faite pour apaiser les contradictions.

## Nouveauté

(Traduit du chinois)

### Economie rurale en Chine

De la réforme agraire aux communes populaires

E-100 - L'exemplaire : 18 F

En vente aux librairies

Les Herbes sauvages - 70, rue de Belleville  
75020 - Paris

La Force du livre - 33, rue René Leynaud  
69001 - Lyon

et par correspondance à

E-100 - 24 rue Philippe de Girard - 75010 - Paris



## • CMC-Quimper

# LE SOUTIEN A 6 MOIS DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE (2)

Licenciés le 4 janvier 77, les 125 ouvriers de CMC occupent l'usine. Dès le début, ils prennent en main la popularisation de leur conflit : 20 000 tracts distri-

bués, interventions sur les marchés de Quimper.

Fin janvier, les grévistes entreprennent la fabrication de pelles, de dessous de plats pour aider cette popu-

larisation.

### CRÉATION D'UN COMITÉ DE SOUTIEN

Le 13 février, ils organisent une journée «portée ouverte» qui connaît un grand succès. 5 000 visiteurs prennent connaissance du conflit grâce aux panneaux et au montage audiovisuel

presence de soutien du PCF et du PS au cours des débats de popularisation, d'autre part le maire de Quimper, Becam (majorité) s'apprêtait à intervenir dans le conflit.

Ces messieurs de l'Union de la gauche font valoir que leur soutien apporterait un label de «sérieux» à la lutte des ouvriers de CMC, que d'autre part, leur participa-

L'ultimatum du PC et du PS est ouvertement le suivant : le prix à payer pour obtenir leur soutien c'est la dissolution du Comité de soutien. C'est l'assemblée générale des travailleurs qui rejette à une majorité écrasante cet ultimatum de la «gauche».

Désavoué, le PS s'en va sans explication tandis que le PCF forme avec l'UDB un Comité de soutien «bis» qui diffusera des tracts sans compter les sempiternelles interventions de Ballanger et Lagatu, à l'Assemblée nationale et au Sénat.

De toute façon, la lutte de CMC, le PC s'en fout. Mais il fait un peu de démagogie de gauche tout en présentant 78 comme seule issue à la lutte ; surtout il en profite pour taper sur le PS bourgeois, réformiste, afin d'améliorer sa position lors des primaires de 78. Au cours de leur lutte, les ouvriers de CMC ont compris qu'en premier lieu, ils doivent compter sur leurs propres forces et secondairement, sur le Comité de soutien travaillant sous leur direction.



Lors de la journée «Portes ouvertes».

réalisé par la section CFDT.

Pour élargir le soutien, la section CFDT (seul syndicat de CMC) appelle à la création d'un Comité de soutien.

L'UL CFDT, le PSU, la LCR, l'OCF ml, CSCV, FFF, JOCF, et HR répondent à cet appel. Créé le 9 mars, le Comité de soutien est placé sous la direction de la section syndicale. Son activité sera positive : campagne d'affiches sur l'emploi, projection du montage diapos dans différents foyers socio-culturels, et le 28 mai, 500 personnes se rassemblent au cours d'un Fest-noz de soutien à Quimper.

### L'ATTITUDE DU PCF

A CMC, il existait une cellule du PCF : la cellule J. Duclos. Au début, ils étaient cinq, mais très vite, deux d'entre eux ont laissé tomber l'occupation. Quant au militant qui était membre du Comité fédéral du Finistère et délégué au «travail sur les entreprises» de la section de Quimper, il a déserté la lutte le 24 mai pour aller suivre un stage FPA à Lorient.

Au PCF, mieux vaut son avenir personnel que de lutter collectivement avec les autres travailleurs : en effet, deux jours après avait lieu une importante négociation avec Thirode, le premier patron candidat au rachat de CMC.

A la création du Comité de soutien, le PCF et la CGT ont brillé par leur absence. Le PS et l'UDB étaient bien là mais ils se sont vite défilés en constatant l'absence de leurs amis révisionnistes.

Un mois après la section reçoit une invitation du PCF PS, UDB, pour envisager «un soutien unitaire». Entre-temps, beaucoup de travailleurs avaient critiqué l'ab-

tion au Comité de soutien est impensable, infesté qu'il est de «gauchistes» et d'organisations non représentatives.

## Entreprise Blanc à Biot (Alpes-Maritimes)

# NON AUX LICENCIEMENTS D'OUVRIERS AGRICOLES

L'entreprise Blanc père et fils est propriétaire d'un domaine (Les Soulières) à Biot. Ils emploient 42 ouvriers et ouvrières permanents et chaque année 30 saisonniers pour quelques mois. Ils produisent des boutures d'œillets en grand nombre : 16 millions prévus pour 1977, qu'ils vendent en France et à l'étranger.

Les Blanc sont par ailleurs associés à un autre gros horticulteur d'Antibes : Barberet. L'association Blanc-Barberet groupe trois domaines : Biot, Antibes et la Londe dans le Var, plus deux en Italie (un dans le Nord et un en Sardaigne). Juridiquement, seul le domaine d'Antibes est à Blanc et Barberet, mais en fait, les domaines des deux associés sont gérés ensemble.

### LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Dans les trois domaines, les travailleurs sont en majorité Portugais. Ils sont tous payés au SMIG et soumis à un rendement effreiné. Les horaires sont en général importants : 50 heures par semaine sauf en hiver, les conditions de travail sont mauvaises et la sécurité pas respectée.

Blanc et Barberet font partie de la haute société d'Antibes et bénéficient de toutes les faveurs accordées aux gros exploitants agrico-

les. Le ministre de l'Agriculture refuse toujours la discussion d'une convention collective régionale pour les horticulteurs, ce que la fédération générale de l'agriculture CFDT demande depuis deux ans. Pendant ce temps, les gros horticulteurs comme Barberet et Blanc sont soumis à la même convention collective départementale que les exploitants agricoles qui ont très peu de salariés. La crise n'a pas touché Blanc et Barberet. Au contraire, ils ont trouvé de nouveaux marchés pour de nouvelles productions et c'est pour cela qu'ils veulent licencier à Biot.

### LES LICENCIEMENTS

Nous connaissons tous les sales coups de l'été : c'est une technique patronale très largement employée. Les patrons attendent les veilles de congés pour annoncer les licenciements.

C'est ce qu'a fait Blanc à Biot. Le 11 juillet, il demande au comité d'entreprise de lui donner son accord pour les licenciements ; 28 sur 42 ouvriers permanents, et bien entendu, tous les délégués. Pour les reclassements, pas de propositions. On verra en mars pour quelques réembauchages. Sans accord du CE, il saisit l'inspection du travail, avant les délais légaux et le 25 juillet, il demande au CE de se

## Les maîtres auxiliaires réagissent

Haby déclarait le 5 septembre que tous les maîtres-auxiliaires ayant eu un poste l'an dernier allaient être employés à nouveau sans donner d'autre précisions.

Académie de Rouen : Il existe actuellement 500 maîtres-auxiliaires au chômage et de plus, on sait qu'un fort pourcentage de gens nommés n'ont eu que des postes partiels ; des demi-postes ou même des tiers de poste, ce qui fait que ces enseignants ne peuvent même pas bénéficier de la Sécurité sociale !

Académie de Versailles :

Là, ce sont 800 maîtres-auxiliaires au minimum (chiffres du rectorat) qui ne sont pas repris et les 3 800 autres sont employés dans des conditions aussi très difficiles.

Alors mardi, plus de 200 maîtres-auxiliaires ont occupé le bureau destiné à orienter les enseignants. Depuis le 5 septembre, plusieurs dizaines d'entre eux restaient en permanence dans les bureaux d'accueil pour demander une affectation immédiate.

Une nouvelle manifestation est prévue vendredi.

## SOUSCRIPTION

### Où va l'argent ?

## « De notre envoyé spécial »

«De notre envoyé spécial», nos lecteurs habituels ont dû se rendre compte que cette petite phrase figurait en tête de certains articles de L'Humanité rouge bi-mensuelle. Qu'elle avait figuré aussi parfois en tête de certains articles de notre quotidien.

C'est avec la parution du bimensuel que nous avons décidé d'envoyer, quand l'événement ou les circonstances le demandaient, un envoyé spécial de L'Humanité rouge, en France ou à l'étranger.

Les journaux bourgeois envoient un grand nombre de journalistes sur les lieux, dans les plus brefs délais. Souvent, ils recherchent l'information inédite, le titre exclusif (ils appellent cela un «scoop») qui fera vendre.

Pour nous, il s'agit de tout autre chose. Il s'agit d'envoyer des journalistes faire une minutieuse enquête sur place, auprès des ouvriers et des paysans, d'apprendre auprès d'eux pour retracer au mieux leur vie quotidienne, leurs luttes de chaque jour, dans notre presse.

Il s'agit aussi de se donner les moyens de voir par nous-mêmes la réalité. Comment aurions-nous pu juger la réalité en Espagne, en Italie, sans y envoyer un journaliste ? Il s'agit enfin de faire

connaître notre journal dans des endroits où nous sommes peu ou pas connus. Dans les villes ou les villages où nous avons des correspondants, nous en profitons pour travailler étroitement avec eux.

Cette façon de procéder a ouvert un nouveau style dans notre presse, plus direct, plus documenté, plus proche des masses. Mais ce n'est que le début. Il faut développer les reportages, il faut aussi que peu à peu, le quotidien profite de la très riche expérience de notre bimensuel sur cette question.

Nous n'en sommes qu'au début et déjà les reportages et déplacements de journalistes nous coûtent 300 000 anciens francs par mois !

Bien sûr, nous comptons toujours beaucoup sur nos correspondants occasionnels ou réguliers, mais il nous faut développer les reportages, ce qui est indispensable aussi pour que les rédacteurs du journal soient liés aux masses. Nous ne sommes pas des hommes de bureaux...

C'est une des raisons pour laquelle nous faisons appel à vous, amis lecteurs. Par la souscription, nous avons besoin de 60 millions anciens avant la fin décembre. Comme vous le voyez, c'est une question financière, mais surtout politique.

